

## Joëlle Milquet : « La presse dépasse les limites »

**L**'« infotainment » dérange le monde politique. Cette nouvelle forme journalistique qui mêle information et divertissement a conduit à quelques incidents ces dernières semaines. Joëlle Milquet (CDH), ministre de l'Enseignement, s'est notamment emportée contre un cameraman d'une émission de la RTBF car une longue perche enregistrerait sa conversation « privée » avec André Antoine lors des vœux du CDH, lundi. « *On est dans une totale transformation de la presse, une conversation privée peut vous être volée et diffusée ensuite à la télévision, dit-elle. On n'a pas à accepter ça sous prétexte que nous faisons de la politique.* » Et de conclure :

*« Il y a des limites qui sont dépassées. Je pense qu'il faudrait une réflexion sur des nouvelles règles de déontologie journalistique. »*

# La nouvelle info qui dérange

## MÉDIAS ET POLITIQUE Comment l'info-divertissement modifie les règles du jeu

- L'évolution de l'information vers « l'infotainment » stresse le monde politique.
- Des incidents ont eu lieu, notamment avec Milquet.
- Les partis s'adaptent... en prévenant leurs troupes.

**L**a scène se passe lors des vœux à la presse du CDH, lundi midi. Le président termine son allocution et annonce qu'il va proposer un vote aux journalistes. Une première... Ce que Benoît Lutgen met aux voix, c'est la présence de l'équipe de « 7 à la Une » (RTBF), pour sa séquence *Contrechamp* dont le sujet sera « *les coulisses des vœux à la presse* ». L'équipe a profité de l'apéritif pour interroger ministres et parlementaires ; à pré-

sent, lance Lutgen, à vous de dire si elle peut rester au repas, consacré à des discussions informelles. « *Qui souhaite que 7 à la Une reste ?* » Aucune main ne se lève. Caméra et micro s'en vont...

L'évolution de l'information vers l'infotainment ou vers des émissions mêlant divertissement et politique gêne-t-elle les politiques francophones ? Cela crée un certain malaise, du moins un stress certain... Et alimente bien des conversations.

La caméra qui filme le petit détail ou, surtout, le micro qui traîne en permanence ou la perche qui capte une conversation privée : voilà qui ne plaît pas forcément. Qu'y peuvent les politiques ? Pas interdire l'entrée aux amateurs du procédé (ce serait une entrave à la liberté de la presse), ni prévoir des règles spécifiques pour eux (discriminatoire). Par contre, quand « 7 à la Une » débarque, quasi tous nos interlocuteurs préviennent leurs invités, afin qu'ils fassent attention à leurs

propos qui sont susceptibles d'être captés... Benoît Lutgen reconnaît un problème : « *On peut utiliser des techniques différentes pour faire remonter de l'info ou montrer les coulisses : pas de souci. Mais ce qui me pose question, c'est l'a priori de copinage entre presse et politique, que l'on essaie ensuite de démontrer par deux images et deux mots. Le journalisme d'investigation demande des moyens et des techniques qui ne sont pas celles-là. Mais, il faut un peu de recul et le politique doit apprendre à vivre avec cette réalité. Et fixer certaines règles qui permettent à chacun de travailler correctement.* »

Christophe Cordier, porte-parole du MR, avoue aussi un certain malaise : « *J'aime bien la formule "Petit Journal" de Canal+, et c'est vrai que "Contrechamp" me fait rire quand cela concerne les autres, et moins quand cela nous concerne ! La seule chose qui me dérange, c'est quand le micro enregistre des conversations pri-*

vées. Donc, quand "7 à la Une" est présent, j'envoie quelques petits messages : attention, "7 à la Une" est là. Car on peut être enregistré à tout moment. Cela met donc un peu mal à l'aise. Dans le parti, certains disent que ce genre de format tourne les politiques en ridicule. »

#### L'argument de la liberté de la presse

S'adapter, c'est aussi l'attitude choisie par le président du PS, Elio Di Rupo : « Je suis un spectateur assez assidu du "Petit Journal". Quand on montre la contradiction, il y a une véritable information. Je ne me suis d'ailleurs jamais senti malmené par une émission. Si c'est fait avec professionnalisme et déontologie, c'est une manière intéressante d'aborder les questions politiques autrement. » Même les micros qui traînent ne le gênent pas, lui : « Quand on assume une fonction politique, on doit savoir qu'il y a presque toujours une perche au-dessus de nos têtes quand on est en public. C'est à l'homme ou la femme politique à faire attention, à être prudent. » Au point de ne pas mettre en garde, lui, contre la présence de « 7 à la Une » : « Je ne vais pas mettre une pancarte ! On est en démocratie. »

Liberté de la presse : c'est aussi la philosophie de Paul Magnette : « On ne cherche pas à contrôler le journaliste de "7 à la Une" qui dit, fait et enquête comme il l'en-

tend, explique son porte-parole Frédéric Masquelin. Et chacun est libre de lui répondre ou pas. Il choisit un angle, un genre journalistique différent, qui peut être inquiétant sur certains aspects pour la personne, mais les téléspectateurs ne regardent pas non plus ces sujets comme ceux du JT. » Olivier Chastel, président du MR, embraie : « La presse est libre et publie ce qu'elle considère en droit de publier. C'est à elle de dire si certaines pratiques relèvent d'une question de déontologie. » D'autres montrent qu'ils ne sont pas fans de « Contrechamp » mais jouent plus ou moins le jeu. Comme Didier Reynders : « Il répond chaque fois aux questions de "7 à la Une", explique son porte-parole David Maréchal. Mais on est libre de répondre ce que l'on veut... Le danger étant de répondre de façon caricaturale à une question caricaturale. Quant aux perches qui traînent, j'y fais systématiquement attention et je les signale aux interlocuteurs. Car on ne peut pas croire que tout peut être filmé et entendu. »

Quant aux émissions de divertissement, elles divisent les politiques. Elio Di Rupo ne rechigne pas à y aller (sur France 5, ou à « Sans Chichis »). Benoit Lutgen n'aime guère le « mélange des genres, entre divertissement et politique ». Christophe Cordier, porte-parole du MR, es-

time qu'« un politique est d'abord un élu qui défend un programme et n'a donc pas forcément à aller faire le show dans une émission de divertissement, d'autant que la moindre petite phrase peut se retourner contre lui. »

#### De vraies émissions politiques

Mais beaucoup insistent sur l'importance de vraies émissions politiques. « N'avoir que de l'infotainment serait une régression démocratique, selon Di Rupo. J'insiste pour qu'il y ait aussi des émissions sérieuses, avec un professionnel qui interroge et laisse le temps de répondre. » Lutgen ne dit pas autre chose : « Ce qui manque, c'est un format suffisamment large pour pouvoir exprimer une pensée, comme en France. » Le porte-parole d'un ministre ajoute : « Il y a un public mûr en Belgique francophone pour des émissions politiques de qualité. Voyez les bonnes audiences de "Jeudi en prime" ou d'émissions en prime time avec des politiques. »

Reste cette question : les politiques se plaignent-ils auprès des médias de certaines dérives ? Nos interlocuteurs jurent que non, si ce n'est pour rectifier une info factuelle ou se plaindre d'un déséquilibre politique dans le choix des invités. Mais ils profitent de « dialogues » avec les journalistes pour faire passer des messages. ■

MARTINE DUBUISSON

#### RTBF

#### « Les politiques doivent prendre du recul »

En France, les politiques se sont habitués à jouer au chat et à la souris avec les caméras du « Petit journal » de Canal+. Chez nous, c'est Tristan Godard qui les titille dans sa séquence « Contrechamp » sur la RTBF. Une méthode qui met nos représentants politiques mal à l'aise. « On fait du journalisme, insiste François Mazure, le présentateur de « 7 à la Une » qui diffuse la séquence. La forme est différente, mais c'est bien de l'investigation. Les réactions des politiques sont très variées. Certains le prennent avec intelligence et humour, d'autres n'arrivent pas à prendre du recul. Ils ont tendance à s'in-

quiéter et à prendre ça au premier degré, ce qui joue en leur défaveur. Si je peux donner un conseil aux politiques, c'est d'accepter ces nouvelles formes de journalisme et de les prendre avec d'une manière détendue. » Le directeur de l'information à la RTBF, Jean-Pierre Jacqmin va dans le sens de ses journalistes : « Le but n'est pas de déranger les politiques mais de faire des contrechamps. Montrer les coulisses et les coulisses des coulisses, c'est ce qui nous intéresse. Déjà l'époque de « Strip-Tease », des hommes politiques disaient qu'ils n'aiment pas être filmés. Dans le cas des vœux à la presse du CDH, je ne vois pas en quoi je pourrais faire des reproches à l'équipe. C'était un lieu public et ils étaient annoncés. »

M.B.

## COULISSES

**Des surprises qui agacent**

Pas contente. Joëlle Milquet est même particulièrement remontée contre la RTBF et plus précisément, contre les nouveaux formats dits « d'infotainment » (de l'information enrobée dans du divertissement) que le service public a mis en chantier ces derniers mois (lire l'interview ci-contre). Lundi, lors des vœux à la presse du CDH, elle s'est emportée contre le cameraman de l'émission « 7 à la Une », après s'être rendue compte qu'une longue perche enregistrait sa conversation « privée » avec André Antoine. Une altercation qui vient quelques jours après une mauvaise expérience sur le tournage d'une autre émission de la RTBF, « Au tableau ! ». Dans ce nouveau programme d'« infotainment » présenté par la journaliste Ophélie Fontana, des hommes et des femmes

politiques interagissent avec des écoliers âgés de 8 à 14 ans issus de différentes écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Différentes surprises ont aussi été réservées aux participants dont une « interro surprise » en préambule. « Nous avons indiqué aux six invités politiques qui ont accepté notre invitation, dont Joëlle Milquet, qu'on leur demanderait de faire un exercice au tableau et que les thèmes abordés durant l'émission seraient en rapport avec leurs compétences, explique Marie-Pierre Fonsny, la créatrice d'« Au tableau ! ». Après, nous n'allions pas tout dévoiler car il faut garder de la spontanéité. » Dès l'interro surprise, la ministre de l'enseignement s'est fortement crispée. « Elle a dit que si elle avait su, elle n'aurait pas accepté de venir. », poursuit Fonsny. Joëlle Milquet n'a pas apprécié les différents « pièges » tendus par les enfants et l'équipe qui préparent

l'émission depuis plusieurs mois. « Chaque invité doit réaliser un exercice pratique. Comme le credo de Madame Milquet est d'équiper les écoles avec des tableaux interactifs, on lui a demandé de ranger des animaux dans leur classe d'appartenance. Elle s'est trompée en mettant le dauphin dans les poissons. Ce n'était pas très grave, elle était concentrée sur la manipulation du tableau qui n'est pas si simple. On ne demande pas aux ministres de tout savoir. D'ailleurs, les autres invités ont aussi commis des erreurs. » Finalement, le tournage a pu être mené à son terme. La ministre a même joué du djembé. « Mais c'est vrai qu'il y a des choses que les enfants n'ont même pas osé demander vu que le climat était très tendu. », déplore Fonsny. L'émission est en cours de montage et devrait être diffusée dans le courant du mois de février.

MAXIME BIERMÉ

**Milquet « Il y a des dérives »**

Joëlle Milquet revient sur sa participation à l'émission de la RTBF « Au tableau ! ».

**Que reprochez-vous à la nouvelle émission de la RTBF ?**

*Je refuse quasiment toujours les divertissements. Je ne participe qu'aux émissions politiques. La production m'a envoyé un cahier des charges expliquant qu'il s'agissait d'une émission avec des enfants « naturels » qui veulent parler de leurs problèmes quotidiens à l'école et dans leur famille. J'y ai été pour faire plaisir et finalement je me suis retrouvée dans un programme où on m'a cuisiné sur mes connaissances scolaires d'il y a des années.*

**L'équipe de l'émission dit que vous étiez très énervée...**

*On m'a menti sur le contenu. J'ai dit ce que j'avais à dire à la production et à la présentatrice*

*Ophélie Fontana. Il faut savoir que ce n'est pas une équipe spécialisée dans le politique (L'émission est éditée par la responsable du JT pour enfants, « Les Niouzes » NDLR). J'ai vraiment eu l'impression qu'un scénario avait été écrit à l'avance pour se moquer de moi. Je me suis sentie trompée, examinée par des enfants drillés. J'ai continué jusqu'au bout comme si de rien n'était mais je n'étais pas heureuse. Par contre, contrairement à ce qui a été dit, je n'ai pas haussé la voix.*

**Jugez-vous que la RTBF va trop loin dans le mélange des genres ?**

*Ce n'est pas que la RTBF. On est dans une totale transformation de la presse, une conversation privée peut vous être volée et diffusée ensuite à la télévision. On n'a pas à accepter ça sous pré-*

*texte que nous faisons de la politique. Je trouve qu'il y a une dérive généralisée et pas qu'en Belgique. Toutes les frontières minimes s'estompent et on se permet de ne plus respecter la vie privée. Pour moi, le rôle d'un politique n'est pas d'aller faire le « gai luron ».*

**Que faudrait-il changer ?**

*Il y a des limites qui sont dépassées. Déjà assistante à l'université en 1989, j'avais écrit un article sur le problème de responsabilisation du quatrième pouvoir qui ne s'auto-contrôle pas suffisamment. Je pense qu'il faudrait une réflexion sur des nouvelles règles de déontologie journalistique qui pourraient être analysées par Conseil supérieur de l'audiovisuel. ■*

Propos recueillis par  
MAXIME BIERMÉ